

## Mali/Attentat jihadiste près de Bamako Quatre civils et un militaire tués

AFP

Bamako/Mali

Une des victimes serait de nationalité gabonaise. Côté assaillants, on dénombre quatre morts.

**QUATRE** civils et un militaire malien ont été tués dans l'attaque jihadiste visant des étrangers près de Bamako dimanche, au cours de laquelle quatre assaillants ont également péri, a annoncé hier le ministre malien de la Sécurité, le général Salif Traoré. Une quarantaine de civils ont réchappé de ce premier attentat anti-occidental depuis plus d'un an dans la capitale malienne, tandis que quatre suspects ont été arrêtés au cours de l'enquête, selon un dernier bilan fourni lundi après-midi par le ministre.

Les forces spéciales maliennes se trouvaient hier sur le site du campement Kangaba, un vaste "ecolodge", lieu de détente en périphérie de Bamako prisé des expatriés et fondé par un Français, dont l'accès était interdit à la presse, a constaté un journaliste de l'AFP.

Cette cible en évoque d'autres visées par les groupes jihadistes du Sahel ces der-



Photo : AFP

Les forces spéciales maliennes devant le Campement Kangaba, cible des assaillants dimanche après-midi. Quatre d'entre eux ont été tués.

nières années, notamment la station balnéaire ivoirienne de Grand-Bassam (mars 2016, 19 morts, dont huit étrangers).

Le Mali est sous état d'urgence quasiment sans interruption depuis l'attentat contre l'hôtel Radisson Blu de Bamako le 20 novembre 2015, qui avait fait 20 morts, outre ses deux auteurs. Cet attentat avait été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), en coordination avec le groupe jihadiste de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, Al-Mourabitoune, rallié à Aqmi.

Le bilan, moins lourd di-

manche que lors d'attaques similaires, pourrait s'expliquer notamment par la présence parmi les clients du campement Kangaba de membres de la mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTMMali) et de la force de l'ONU au Mali, la Minusma, qui ont pu offrir une première riposte, selon des témoins.

La Haute représentante de l'Union européenne (UE), Federica Mogherini, a d'ailleurs annoncé qu'un Portugais travaillant pour l'EUTMMali et une Malienne employée par la délégation européenne à

Bamako avaient été tués. "Un militaire malien a été tué, et quatre civils", a indiqué le ministre lors d'un point de presse, citant pour ces derniers les nationalités gabonaise, chinoise, portugaise et malienne. Un Français et un Suédois portés disparus "ont été retrouvés", a-t-il ajouté.

**SOMMET DU G5 SAHEL ATTENDU**• Mme Mogherini a rappelé l'appui financier de 50 millions d'euros (32,7 milliards de francs) promis le 5 juin lors de sa visite à Bamako à la force conjointe que veulent déployer les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauri-

tanie, Niger, Tchad).

Le président français Emmanuel Macron est attendu dans la capitale malienne le 2 juillet pour le prochain sommet du G5 Sahel, qui doit porter sur cette initiative, en butte à de sérieuses réticences au Conseil de sécurité de l'ONU, en particulier des Etats-Unis.

Selon les autorités maliennes, une quarantaine de personnes ont pu être sauvées dimanche par l'intervention des forces de sécurité, dont 14 Maliens, 13 Français, deux Espagnols, deux Néerlandais et deux Egyptiens.

Les forces spéciales maliennes ont été soutenues dans leur intervention par les militaires de l'opération française antijihadiste Barkhane et de la Minusma. La dernière attaque jihadiste visant des Occidentaux à Bamako remonte à mars 2016, contre un hôtel abritant l'EUTMMali. Un assaillant avait été tué.

• **Un soldat tué dans le nord.** Une attaque contre un poste de l'armée à Bamba, dans le nord, hier a fait un tué et deux blessés parmi les soldats, ainsi qu'un mort chez les assaillants, a-t-on appris de source militaire.

### L'Afrique en bref

• **Bénin/Politique. Talon : deux opérations chirurgicales à Paris**

Le président béninois Patrice Talon, 59 ans, a annoncé hier en Conseil des ministres avoir subi deux opérations chirurgicales à la prostate et à l'appareil digestif lors de son récent séjour à Paris, d'où il est rentré dimanche soir après presque un mois d'absence.

• **Centrafrique/Sécurité. Accord entre le gouvernement et les groupes armés**



Photo : AFP

Un accord de paix prévoyant un cessez-le-feu "immédiat" a été signé hier à Rome sous l'égide de la communauté catholique de Sant'Egidio, entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés de ce pays, a constaté l'AFP.

• **Egypte/Justice. 10 ans de prison contre un policier**

Un policier égyptien a été condamné hier à 10 ans de prison pour la mort d'une manifestante tuée en 2015 lors de la dispersion d'un rassemblement. Shaïmaa al-Sabbagh, 34 ans, mère d'un enfant de cinq ans, avait été tuée en janvier 2015 par un tir de chevrotine, durant la dispersion par la police d'un rassemblement marquant le quatrième anniversaire de la révolte de 2011 qui chassa Hosni Moubarak du pouvoir.

• **Guinée équatoriale/Procès. "BMA" : Teodorin Obiang conteste la légitimité de la justice française**

Le fils du président de Guinée équatoriale, Teodorin Obiang, accusé de s'être frauduleusement constitué un patrimoine considérable en France, a vivement contesté hier, via ses avocats, la légitimité de la justice française à le juger, au premier jour de son procès à Paris.

• **Somalie/Justice. Un soldat condamné à mort pour le meurtre d'un ministre**

Un soldat somalien a été condamné à la peine de mort lundi pour le meurtre du jeune ministre des Travaux publics Abdullahi Siraji, la défense assurant que l'accusé avait tiré par erreur alors qu'il était chargé de la sécurité d'un autre haut responsable somalien.

## Nigeria/Violence jihadiste

### Série d'attentats de Boko Haram dans le nord-est

AFP

Maiduguri/Nigeria

Au total, ces attaques ont fait 24 morts dans la population et chez les soldats.

**DES** attentats-suicides coordonnés ont fait 16 morts dimanche, dans un camp de déplacés de la périphérie de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, au moment où un village, plus au sud, était victime d'un raid meurtrier et que des combats ont éclaté entre l'armée et le groupe jihadiste Boko Haram, a-t-on appris hier auprès de différentes sources.

Au total, ces attaques ont fait un total de 24 morts dans la population et chez les soldats.

Dans la plus spectaculaire de ces violences, deux femmes ont déclenché leur ceinture explosive - vers 20h45 (même heure au Gabon) - dans le village de Kofa, qui abrite un grand camp de déplacés du conflit avec les islamistes de Boko Haram, a déclaré le porte-parole de l'agence nationale de gestion des

urgences (NEMA), Abdulkadir Ibrahim, "Elles ont tué 16 personnes", a-t-il ajouté.

Des habitants, présents sur les lieux, ont quant à eux donné un bilan de 12 ou 13 morts mais, selon le porte-parole de NEMA, trois blessés ont succombé à leurs blessures à l'hôpital.

Deux autres explosions ont eu lieu quasiment au même moment dans le camp lui-même (Dalori 2), où vivent 10 000 personnes dans des conditions extrêmement précaires, ne faisant aucune autre victime que les femmes kamikazes.

"Les blessés ont été soignés dans l'urgence et transportés à l'hôpital de Maiduguri", a poursuivi M. Ibrahim dans un court communiqué, sans en préciser le nombre.

Dalori se situe à dix kilomètres de la grande ville de Maiduguri et abrite des dizaines de milliers de personnes (près de 50 000 en comptant Dalori 1 et Dalori 2), qui ont du fuir leur foyer à la suite des violences du conflit entre l'armée nigérienne et Boko Haram.

**"FEU A LAVEUGLETTE"**• Simultanément, dimanche



Photo : AFP

Sur leur passage dimanche, les combattants de Boko Haram ont semé mort et désolation.

soir, un raid mené par des combattants de Boko Haram sur le village de Gumsuri, à une vingtaine de kilomètres de Chibok, dans l'est du Borno, a fait 5 morts parmi les civils.

"Les terroristes ont attaqué Gumsuri vers 19h45 (même heure au Gabon). Ils ont ouvert le feu à l'aveuglette, tuant 5 personnes", a relaté Bitrus Haruna, un membre des milices civiles posté dans le district.

Son témoignage a été confirmé à l'AFP, par un chef coutumier local, Ayuba Alamson, ajoutant que les combattants "ont été stoppés par les miliciens, qui ont tué 12 d'entre eux et en ont arrêté six autres".

Non loin de là, sur la route de Damboa, une embuscade contre l'armée a tué trois soldats dimanche après-midi.

"La route est toujours fermée suite aux incidents et un avion de combat survole la zone, visiblement en train de conduire une opération aérienne contre Boko Haram", a dit à l'AFP un milicien, Mustapha Karimbe. Ses propos ont été corroborés par des habitants.

Enfin, les habitants de cinq villages aux alentours de Maiduguri ont fui vers la ville pendant le week-end, de peur de représailles contre l'arrestation de nombreux combattants de

Boko Haram dans la zone. Le groupe leur a ordonné d'évacuer les lieux.

Le raid mené par l'armée le mois dernier a "causé des problèmes importants d'approvisionnement pour Boko Haram", explique Babakura Kolo, qui s'est lui-même enfui à Maiduguri, ajoutant que les villageois sont accusés d'avoir "donné des informations capitales aux soldats".

Un habitant de Malkajeri, l'un des cinq villages concernés, confirme avoir reçu "une mise en garde de Boko Haram deux jours auparavant", les menaçant "de tuer tout le monde si on ne quittait pas les lieux".

Bien que les violences aient considérablement diminué, les attentats-suicides et les raids sur les villages continuent dans toute la région du Lac Tchad, particulièrement dans l'Etat nigérian du Borno.

La rébellion de Boko Haram, dont une faction a prêté allégeance au groupe Etat islamique en 2015, et sa répression par les autorités ont fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis le début de cette insurrection en 2009.